COUR DE JUSTICE
DE L'UNION EUROPÉENNE

DIRECTION DE LA RECHERCHE
ET DOCUMENTATION

COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

FLASH NEWS
07/24

APERÇU DU 07/10 AU 15/11

CY / M.A. et Z.R. c. CHYPRE

Interdiction des traitements inhumains ou dégradants – Interdiction des expulsions collectives d'étrangers – Renvoi sommaire, par les autorités chypriotes, de ressortissants syriens vers le Liban après leur interception en mer sans examen de leur demande d'asile

Violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) de la CEDH.
Violation de l'article 4 du Protocole n° 4 (interdiction des expulsions collectives d'étrangers) de la CEDH.
Violation de l'article 13 (droit à un recours effectif) combiné avec les articles 3 et 4 du Protocole n° 4 de la CEDH.

L'affaire concerne l'interception en mer de ressortissants syriens par les autorités chypriotes et leur renvoi immédiat vers le Liban, où ils avaient déjà passé quatre ans dans un camp de réfugiés après avoir fui la Syrie en raison de la guerre civile, du ciblage de civils et de la destruction de leur domicile. Les requérants avaient déclaré vouloir demander l'asile à Chypre, mais le gouvernement chypriote les aurait traités comme des migrants économiques.

La Cour EDH juge en particulier que les autorités chypriotes ont en substance renvoyé les requérants vers le Liban sans avoir traité leur demande d'asile et sans avoir accompli toutes les démarches requises par la loi sur les réfugiés. À l'évidence, il ressort des observations du gouvernement chypriote que les autorités nationales n'ont évalué ni le risque pour les intéressés de ne pas avoir accès à une procédure d'asile effective au Liban, ni les conditions de vie des demandeurs d'asile dans ce pays, ni le risque de refoulement, c'est-à-dire, de retour forcé vers un pays où les intéressés risquaient d'être soumis à des persécutions, ni la situation particulière des personnes concernées.

Arrêt du 08.10.2024 (requête n° 39090/20) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)

RU / KOBALIYA c. RUSSIE

Liberté d'expression – Liberté d'association – Droit au respect de la vie privée et familiale – Législation russe sur les « agents étrangers »

Violation des articles 10 (liberté d'expression) et 11 (liberté d'association) de la CEDH.
Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) de la CEDH à l'égard des personnes physiques requérantes.

L'affaire concerne l'évolution du régime légal en Russie imposant à un grand nombre d'ONG, de médias et d'individus de s'enregistrer comme « agents étrangers », ainsi que les répercussions de ce régime sur leurs activités et sur leur vie privée.

La Cour EDH considère la législation actuellement en vigueur comme étant stigmatisante, trompeuse et appliquée de manière trop extensive et imprévisible. Elle en conclut que cette législation a pour but de punir et d'intimider plutôt que de répondre à un prétendu besoin de transparence ou à des impératifs légitimes de sécurité nationale.

Par ailleurs, la Cour EDH estime que les répercussions de ce régime sur les activités de ces ONG, telles que leur privation des revenus publicitaires d'annonceurs privés, ont un effet dissuasif sur le discours public et sur l'engagement civique. Elles créent un climat de suspicion et de méfiance envers les voix indépendantes et sapent les fondements mêmes d'une société démocratique. La Cour EDH conclut que le régime légal est devenu considérablement plus restrictif depuis 2012, touchant un nombre bien plus important d'ONG, de médias et d'individus et s'éloignant encore davantage des normes de la CEDH.

Arrêt du 22.10.2024 (requête n° 39446/16 et 106 autres) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)



FR / A.L. et E.J. c. FRANCE

Droit au respect de la vie privée – Interception des données à caractère personnel – Données utilisées en tant qu'éléments de preuves – Décision d'enquête européenne – EncroChat

Irrecevabilité des requêtes pour non-épuisement des voies de recours internes (article 35, paragraphe 1, de la CEDH).

Les deux affaires concernent la captation des données des utilisateurs de la solution de communication chiffrée EncroChat et leur partage avec les autorités de poursuite britanniques. EncroChat était une solution de communication chiffrée par téléphonie mobile, distribuée de façon occulte à plus de 66 000 exemplaires entre 2016 et 2020, dans 122 pays.

La Cour EDH relève que les données des utilisateurs d'EncroChat ont été collectées à l'initiative des autorités françaises au moyen d'une mesure de captation ordonnée dans le cadre d'une procédure pénale ouverte par la juridiction interrégionale spécialisée de Lille. Les données concernant les utilisateurs d'EncroChat situés au Royaume-Uni ont été transmises, en tant qu'éléments de preuves déjà en possession des autorités françaises, en exécution d'une décision d'enquête européenne (DEE) émise par le Crown Prosecution Service britannique pour être versées à d'autres dossiers pénaux à titre de preuves. Des données issues de la captation furent ainsi produites à l'encontre des deux requérants dans le cadre des poursuites pénales dont ils font l'objet au Royaume-Uni.

La Cour EDH relève qu'en application du code de procédure pénale français, les requérants pouvaient demander l'annulation de la mesure d'exécution de la DEE émise par les autorités britanniques dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'aurait pu le faire une personne mise en examen en France, en faisant valoir qu'ils se trouvaient dans une situation procédurale comparable et que les données transmises étaient issues d'une mesure de captation contraire aux exigences de l'article 8 de la CEDH.

La Cour EDH conclut que les requérants disposaient, en France, d'une voie de recours permettant de contester de façon effective la mesure de transmission de données prise en exécution de la DEE émise par les autorités britanniques, ainsi que la mesure de captation ayant permis de les collecter. Or, les requérants n'ont exercé aucun recours devant les juridictions françaises et ne justifient d'aucune circonstance particulière qui les auraient dispensés de le faire.

Décision communiquée le 17.10.2024 (requêtes nos 44715/20 et 47930/21) (FR)
Communiqué de presse (FR / EN)
Résumé juridique (FR / EN)

ES / T.V c. ESPAGNE

Interdiction de l'esclavage et du travail forcé – Traite des êtres humains – Obligations positives – Manquement flagrant à l'obligation d'enquêter sur les allégations sérieuses de traite des êtres humains

Violation de l'article 4 (interdiction de l'esclavage et du travail forcé) de la CEDH.

L'affaire concerne une victime de traite d'êtres humains entre le Nigeria et l'Espagne, qui alléguait que l'enquête menée par les autorités espagnoles sur sa plainte pour traite d'êtres humains et exploitation sexuelle entre 2003 et 2007 avait été inadéquate. L'intéressée avait réussi à échapper à ses trafiquants présumés et avait porté plainte en 2011.

La Cour EDH constate en particulier qu'aucune mesure n'a été prise au cours des deux premières années de l'enquête, que les enquêteurs n'ont pas suivi des pistes d'investigation évidentes, et que les décisions de classement provisoire de l'affaire qui ont été rendues en 2017 étaient superficielles et insuffisamment motivées. Ces manquements témoignent d'un manquement flagrant à l'obligation d'enquêter sur les allégations graves de traite des êtres humains, une infraction aux conséquences dévastatrices pour les victimes.

Arrêt du 10.10.2024 (requête n° 22512/21) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)
Résumé juridique (FR / EN)

PL / DUDEK et LAZUR c. POLOGNE

Droit à un procès équitable – Droit à un tribunal indépendant et impartial établi par la loi – Réforme du système judiciaire en Pologne

Radiation du rôle de 22 requêtes [article 37, paragraphe 1, sous c), de la CEDH].

Les affaires concernaient des procédures, auxquelles les requérants étaient parties, qui avaient été tranchées par des formations de la Cour suprême polonaise considérées par les intéressés comme n'étant pas des tribunaux indépendants et impartiaux établis par la loi. Les requêtes s'inscrivaient dans le contexte de la réorganisation du système judiciaire en Pologne, que de nombreux observateurs ont qualifiée de « crise de l'État de droit ».

Dans l'affaire Dudek et Lazur, la Cour EDH accepte des déclarations unilatérales du gouvernement polonais où celui-ci, entre autres, reconnaît qu'il y a eu violation de l'article 6 (droit à un procès équitable) de la CEDH et propose une réparation.
Dans les autres affaires, la Cour EDH entérine le règlement amiable auquel sont parvenues les parties.

Décision communiquée le 07.11.2024 (requête n° 41097/20) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)